

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNDS France (ex. NEXTER SYSTEMS)**

34, boulevard de Valmy  
42099 Roanne

Références : UiD4243-DSSP-026-076  
Code AIOT : 0006107781

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement KNDS France (ex. NEXTER SYSTEMS) implanté 34, boulevard de Valmy 42099 Roanne. L'inspection a été annoncée le 19/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée à l'initiative de l'exploitant, principalement pour présenter les conditions de mise à l'arrêt de la barrière hydraulique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNDS France (ex. NEXTER SYSTEMS)
- 34, boulevard de Valmy 42099 Roanne
- Code AIOT : 0006107781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site de Nexter Systems à Roanne est spécialisé dans la fabrication de véhicules (véhicules de combat et d'infanterie, véhicules de transport de troupes) et le maintien en conditions opérationnelles des véhicules et équipements.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière hydraulique	AP Complémentaire du 15/05/2014, article 4.1	Sans objet
2	Travaux	AP Complémentaire du 29/12/2020, article 4.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire un bilan des travaux de dépollution réalisés, ainsi qu'un bilan des résultats d'analyses au niveau de la barrière hydraulique.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Barrière hydraulique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/05/2014, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La barrière hydraulique sera maintenue en service tant que les sources de contamination des eaux souterraines n'ont pas été traitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours des échanges en salle, l'exploitant a présenté une synthèse des travaux de dépollution réalisés, notamment au niveau de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pz50 : les travaux ont été réalisés par excavation. Cette zone correspondant maintenant à la zone d'implantation de la tour de stockage. L'exploitant a précisé que le rapport de fin de travaux accompagné de l'analyse des risques résiduels sera prochainement transmis à l'inspection.</li> <li>PP9-PP12 : 27 tubes à manchettes ont été utilisés pour traiter la pollution présente. 3 campagnes d'injections ont été réalisées (la 3ème campagne a été réalisée en « direct-push » dans certaines zones à cibler).</li> </ul> <p>Un des principaux objectifs de la présentation effectuée par l'exploitant était de solliciter la mise à l'arrêt de la barrière hydraulique. Le volume traité quotidiennement est d'environ 100 m<sup>3</sup> d'eau pompées.</p> <p>Les premiers graphiques présentés semblent montrer l'atteinte d'une asymptote. A juin 2025, environ 560 kg de COHV ont été extraits (depuis la mise en service en 2014), mais la barrière permettrait néanmoins de continuer à extraire environ 5 kg de COHV par trimestre.</p> <p>La visite de terrain a permis de visualiser la localisation des puits de pompage de la barrière hydraulique et des puits d'injection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation :</b> Afin d'étayer la demande de mise à l'arrêt de la barrière hydraulique, l'exploitant transmettra à l'inspection un dossier (soit au travers du rapport de fin de travaux, soit via un dossier spécifique) présentant :</p>

- le bilan du fonctionnement de la barrière et justifiant de l'atteinte d'une asymptote de façon pérenne (un bilan coût avantage « arrêt total/maintien en fonctionnement des ouvrages continuant d'extraire la majorité des COHV » pourra également être présenté),
- la proposition d'un réseau de surveillance des eaux souterraines à mettre en place en aval de la barrière afin de s'assurer de l'absence de migration de pollutions résiduelles hors site,
- les conditions de maintien en place des installations associées à la barrière hydraulique afin d'être en capacité de la remettre rapidement en service en cas d'impact en aval hydraulique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Travaux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/12/2020, article 4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise...

- une surveillance trimestrielle pendant les phases travaux réalisés sur les secteurs « zone pz50 » et « zone PP9-PP12 »
- puis durant au moins 4 ans, des mesures de suivi des eaux souterraines à une fréquence semestrielle prenant en compte les périodes de hautes eaux et basses eaux.

### **Constats :**

Les travaux des deux zones citées sont terminées (dernière campagne d'injection d'oxydant en PP9-PP12 en mars 2025).

Dans ces conditions, la surveillance des eaux souterraines peut dorénavant passer en semestrielle en application de la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite